



Jean-Marc Coppola
Membre du Comité exécutif national
Responsable Europe

Monsieur Pascal Erard
Comité Français pour la
Solidarité Internationale (CFSI)
32, rue Le Peletier
75009 Paris

Paris, le 24 février 2009

Chers amis,

Nous sommes encore dans la phase consultative avec nos partenaires du « Front de Gauche pour changer d'Europe » pour l'élaboration de notre programme en vue des élections européennes. Néanmoins, sur la base de nos analyses à propos de l'avenir de la PAC et sur la crise alimentaire, nous sommes en mesure de porter une appréciation sur l'« Appel pour des politiques européennes cohérentes en faveur de la lutte contre la faim et pour des agricultures paysanne et durables dans les pays du sud ». Comme l'ont montré les discussions que nous avons eues avec les responsables du CFSI, nos analyses et nos prises de positions rencontrent le fond, l'esprit et les demandes de votre appel.

Nous nous engageons à soutenir au Parlement européen l'action pour la mise en cohérence de politiques de l'UE concernant l'agriculture, le commerce international dans le sens du développement et de la souveraineté alimentaires, tenant compte de l'impact sur les populations locales.

Nous appuyons la proposition d'un rapport annuel d'évaluation des politiques européennes, rédigé en concertation avec les acteurs concernés (parlementaires des pays en développement, société civile, organisations paysannes du Nord et du Sud).

Nous partageons, comme en témoigne l'ensemble de nos prises de position sur le devenir de la PAC, sur les accords APE comme sur les négociations à l'OMC, -à Strasbourg comme à l'Assemblée nationale, dans les régions et dans divers forum- la conviction que la question de la souveraineté alimentaire doit être un des piliers des politiques de développement et de coopération, valant pour tous les pays et les ensembles régionaux, au Nord comme au Sud.

Effectivement comme y insiste votre document, la crise alimentaire -avec les dramatiques émeutes de la faim dans plusieurs dizaines de pays- est un révélateur de la précarité de l'alimentation mondiale. C'est un signal pour poser en grand, avec des mesures d'urgence, une nouvelle organisation pour un véritable développement durable des agricultures vivrières dans le monde. Elles ont mis en évidence le fait que l'agriculture est un fondement du développement. Elle pose l'exigence de changer les politiques, de rompre avec les politiques d'inspiration libérale, fondées sur la concurrence mondiale et sur les importations massives de denrées alimentaires à bas prix. Ce sont ces choix, promus par le

FMI, la Banque mondiale, et auxquels l'Union européenne a apporté son soutien, qui ont conduit à la situation de crise actuelle. C'est ce qu'a pointé le rapport d'experts présenté à l'Unesco et que confirment les déclarations très claires du directeur général de la FAO, M. Jacques DIOUF, stigmatisant « *les politiques agricoles erronées menées au cours de ces vingt dernières années* ».

La gravité de la crise alimentaire et de ses conséquences sur les populations a mis en évidence que l'agriculture n'est pas une activité comme les autres. Elle nous concerne tous, et pas seulement le monde paysan. Elle ne peut être soumise aux seules lois du marché. C'est pourquoi, face aux logiques de libéralisation, nous affirmons l'impératif de maintenir des politiques publiques de l'agriculture et d'une réforme en profondeur de la PAC, et non son démantèlement à l'échéance de 2013, comme en pèse la menace.

Face à la pression libérale de mise en concurrence sur la base du marché, nous posons le principe d'un recours proportionné aux droits de douane sur la base de la souveraineté et de la sécurité alimentaire, dans l'esprit des discussions que nous avons eues avec les responsables du CFSI. Cela vaut pour l'Europe afin qu'elle se réserve le droit de protéger ses productions agricoles les plus vulnérables et les plus indispensables à son approvisionnement, mais plus encore pour les pays tiers les plus pauvres pour lesquels les barrières tarifaires constituent le seul outil accessible pour soutenir leur secteur agricole. Ces protections aux frontières sont seules à même de protéger les agriculteurs locaux afin qu'ils puissent produire sans être brutalement concurrencés par des pays nettement plus productifs. Pour que ces politiques publiques soient effectivement facteur de développement, face à la pression pour la mise en concurrence nécessairement inégalitaire et destructrice pour les plus vulnérables, nous posons l'exigence de transparence, de réciprocité et de négociation. Dans un tel cadre doivent être associés à l'élaboration des décisions, les acteurs locaux, organisations, élus et associations de la société civile. En ce sens nous convergions totalement avec votre demande.

Enfin, nous pensons que le consommateur a un rôle à jouer pour peser sur les choix en matière de souveraineté alimentaire. En cohérence avec l'exigence de transparence, nous mettons en débat comme le demandent nombre de partenaires engagés pour le commerce équitable, la demande de publicité sur la certification d'origine et sur le prix au producteur.

Chers amis,

Dans l'esprit des échanges déjà engagés, et qui ont présidé au large accord avec l'esprit et les propositions de votre appel, je vous confirme la disponibilité du Parti communiste, de ses élus, à poursuivre le travail de consultation.

Je vous confirme également notre engagement à associer à toutes les étapes de l'élaboration de notre programme et des prises de positions des parlementaires européens pour une refonte progressiste des politiques européennes, -agricole, commerciale et de coopération-, les associations professionnelles et de solidarité concernées par cet enjeu majeur que constitue la promotion d'une agriculture paysanne et durable, respectueuse de l'environnement et du droit des paysans à vivre dignement de leur travail.

Dans l'attente d'une prochaine rencontre, je vous prie de recevoir, chers amis, mes salutations les plus cordiales.

Jean-Marc COPPOLA